

**COMITE DE LIAISON DES ENTREPRISES AYANT EXERCE LEUR ELIGIBILITE (CLEEE<sup>1</sup>)**

10 Rue du Colisée – 75 008 PARIS

Téléphone : +33 6 17 78 80 59 – [www.cleee.fr](http://www.cleee.fr)

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et le décret du 16 août 1901

## REPONSE DU CLEEE A LA CONSULTATION DE LA CRE SUR LE TURPE 5

24 juin 2016

Question 1:	<p>Etes-vous favorable à l'introduction d'une clause de rendez-vous, permettant d'adapter si nécessaire la structure du TURPE 5 à l'issue de deux ans de mise en œuvre ?</p> <p><i>Le CLEEE partage tout à fait la vision de la CRE sur les évolutions à venir des modalités d'utilisation du réseau liées à l'émergence de la production décentralisée, du stockage et des nouveaux usages. Compte-tenu du manque de visibilité sur le rythme auquel ces usages vont émerger dans la pratique, qui dépendent notamment de la courbe de baisse de coût de ces nouvelles technologies, le CLEEE est tout à fait favorable à la clause de rendez-vous proposée par la CRE.</i></p>
Question 2:	<p>Etes-vous favorable au principe du regroupement en BT, proposé par ERDF ?</p> <p><i>Oui le CLEEE est favorable à ce principe de regroupement.</i></p> <p><i>La possibilité de regrouper plusieurs PDL basse tension en un seul PDL fictif est une très bonne chose : elle nécessite cependant de pouvoir obtenir le détail des comptages de chaque PDL dans la facture de regroupement : ceci facilitera la détection des pannes de chaque compteur et permet l'éclatement des factures de regroupement (raisons comptables...).</i></p> <p><i>Le CLEEE souhaiterait également son application y compris pour les sites BT&lt;36 KVA. Par exemple, la possibilité de regrouper des panneaux publicitaires sur un même axe de circulation, quartier, lot de raccordement pourrait éventuellement avoir du sens.</i></p> <p><i>Le même dispositif de regroupement de PRM existe déjà pour les sites en HTA : certains membres du CLEEE ont des contrats de ce type, très utiles. Une évolution est néanmoins nécessaire : aujourd'hui ERDF se refuse à faire figurer dans ses factures, voire à communiquer au client, les comptages par PRM alors que la composante de comptage est payée pour chaque PRM. Ceci complique singulièrement la gestion des sites par le client.</i></p>
Question 3:	<p>Si vous êtes promoteur immobilier ou gestionnaire d'immeuble, seriez-vous intéressé par la mise en place de ce dispositif ? Sous quelles modalités ?</p> <p><i>Plusieurs membres du CLEEE sont intéressés par ce dispositif (sociétés gérant des sites immobiliers complexes, gestionnaire de panneaux d'affichage, centres commerciaux, ...)</i></p>
Question 4:	<p>Etes-vous favorable au lissage de l'augmentation de la part puissance prévue en BT ≤ 36 kVA ?</p> <p><i>Avis favorable du CLEEE sur le lissage de l'augmentation. En revanche l'ampleur de l'augmentation pour les sites BT&lt;36 KVA préoccupe fortement les membres du CLEEE concernés.</i></p>
Question 5:	<p>Quelle est votre analyse de la méthode d'allocation des coûts de réseau proposée par la CRE?</p>
Question 6:	<p>Etes-vous favorable à la prise en compte progressive de l'évolution de la répartition des coûts entre HTA, BT &gt; 36 kVA, et BT ≤ 36kVA ?</p> <p><i>La méthode d'allocation des coûts proposée par la CRE nous semble pertinente. Nous sommes favorables à la progressivité de l'évolution de la répartition des coûts, afin de laisser aux utilisateurs le temps d'adapter leur comportement notamment pour ce qui concerne la</i></p>

### (1) Comité de Liaison des Entreprises ayant exercé leur Eligibilité au marché libre de l'Electricité

Le **CLEEE** regroupe des entreprises grandes consommatrices d'électricité dans des domaines aussi divers que les Services Publics (SNCF, RATP, Aéroports de Paris, Poste-Immo), l'environnement (Veolia), les télécommunications (Orange-FT, TDF), la filière automobile (Fédération des Industries d'Equipements pour Véhicules), les transports (Geodis), l'hôtellerie (Accor, Korian), l'agro-alimentaire (Grands Moulins de Strasbourg, Groupe Soufflet, Roullier, Lesaffre, Vivescia...), les matériaux de construction (Basaltes, Kerneos), la sidérurgie (Winoa), la grande distribution (PERIFEM, pour : Auchan, Carrefour, Casino, Cora, Les Mousquetaires, Système U), l'événementiel (Palais des Festivals et des Congrès de Cannes), la prise en charge de la dépendance (Korian), les services bancaires (BPCE Achats).

**COMITE DE LIAISON DES ENTREPRISES AYANT EXERCE LEUR ELIGIBILITE (CLEEE)**

	<i>gestion de la consommation de pointe. Ceci signifie notamment qu'une information et un accompagnement doivent être faits aux consommateurs concernés (via les fournisseurs probablement) sur l'évolution des coûts et les moyens pour le consommateur BT de limiter la hausse de sa facture (par une maîtrise de sa consommation de pointe).</i>
Question 7:	<p>Etes-vous favorable à l'utilisation de la méthode spécifique proposée par la CRE pour la construction du tarif BT LU ?</p> <p><i>Nous comprenons la préoccupation de la CRE d'éviter les effets d'aubaine dans la construction du tarif BT LU (à travers un coefficient puissance très élevé et un coefficient énergie très faible permettant d'écarter les consommateurs thermosensibles).</i></p> <p><i>Après analyse, néanmoins, les utilisateurs du CLEEE concernés (mobiliers urbains, notamment) constatent que la grille proposée conduirait à une augmentation de 5% à 20% sur le parc en fonction des types de points. L'optimisation de puissance étant déjà faite il n'y aurait pas d'autre choix que de subir cette hausse importante. L'avis du CLEEE est donc défavorable, non sur le principe, mais sur le niveau de la grille proposée. Nous nous tenons à votre disposition pour plus de précisions.</i></p>
Question 8:	<p>Etes-vous favorable à la mise en œuvre progressive, à un rythme annuel, du recalage lié à l'introduction d'un tarif à quatre plages temporelles ?</p> <p><i>L'introduction de ce tarif entraîne une augmentation de 0.9%/an des autres tarifs BT&lt;36KVA. Nous considérons qu'il n'est pas normal que l'introduction d'un tarif à 4 plages temporelles soit financée par des augmentations que devront payer des entreprises dont la consommation des sites BT&lt;36 KVA est continue tout au long de l'année.</i></p>
Question 9:	<p>Etes-vous favorable à la forme des grilles proposée en HTB 3 ?</p> <p><i>La CRE prévoit en HTB3 une tarification uniquement à la part énergie.</i></p> <p><i>Pas d'avis du CLEEE dont les membres sont peu concernés par ce niveau de puissance.</i></p>
Question 10:	<p>Etes-vous favorable à la forme des grilles proposée en HTB 2 et HTB 1 ?</p> <p><i>La CRE propose le maintien de la structure actuelle à 5 postes horo-saisonniers et 3 versions</i></p> <p><i>Avis favorable du CLEEE : ceci est cohérent avec la structure de consommation des sites concernés.</i></p>
Question 11:	Avez-vous des remarques à formuler sur les grilles tarifaires proposées par la CRE pour les domaines de tension HTB 3, HTB 2 et HTB 1 ?
Question 12:	<p>Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir une tarification à la puissance souscrite ?</p> <p><i>Oui le CLEEE s'était déjà prononcé en faveur de cette position lors de la dernière consultation</i></p>
Question 13:	<p>Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir le modèle quadratique actuel pour la facturation des dépassements en HTB 2 et HTB 1 ?</p> <p><i>Avis favorable du CLEEE</i></p>
Question 14:	Etes-vous favorable à la proposition de la CRE consistant à autoriser la modification de puissance en cours de mois uniquement pour l'avenir avec un préavis de 3 jours ?
Question 15:	<p>Etes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE concernant les propositions de RTE destinées aux industriels ?</p> <p><i>La CRE prévoit de supprimer la possibilité de modifier sa puissance en cours de mois avec application rétroactive (2.2.3.2 p23), mais de permettre uniquement une modification de puissance en cours de mois applicable à J+3.</i></p> <p><i>Le CLEEE n'est pas favorable à cette suppression : la rétroactivité en début de mois a une vraie utilité en ce qu'elle permet de compenser d'éventuelles pannes (sur des équipements non électriques, remplacés par des équipements électriques), par nature imprévisibles.</i></p>
Question 21:	<p>Avez-vous des remarques sur les nouvelles règles proposées ?</p> <p><i>Concernant la facturation de l'énergie réactive en tension haute, nous comprenons la nécessité d'un pas horaire plutôt que d'un pas mensuel. En revanche le fait d'être facturés toute l'année et non plus en hiver seulement peut entraîner d'importants surcoûts de gestion. La CRE n'a pas détaillé les raisons rendant indispensable la facturation toute l'année.</i></p>
Question 22:	Faut-il prévoir des modalités transitoires pour l'application de ces nouvelles règles ? Si oui, pouvez-vous préciser quels moyens devront être mis en œuvre et les échéances

Question 23:	<p>Etes-vous favorable à la forme des grilles proposée en HTA ?</p> <p><i>Les avis des membres du CLEEE sont partagés sur la suppression de la grille HTA8. Les entreprises ou sites qui ont leur pointe de consommation en été, notamment (froid industriel ou de stockage, ventilation, process saisonniers agro-alimentaires...) craignent que ceci ne renchérisse le coût d'acheminement. Il sera important de veiller à ce que ces profils de sites ne soient pas pénalisés dans la grille finale Turpe5 (nous comprenons qu'une prochaine consultation portera sur le niveau tarifaire).</i></p> <p><i>La disparition de l'option concave suscite des inquiétudes similaires de la majorité des membres du CLEEE : il s'agit, et de loin, de l'option la plus utilisée. Il faudra donc être vigilant que la bascule de HTA à HTA5 ne pénalise pas les sites qui ont une activité continue (process industriels continus) ou une activité tertiaire diurne et n'ont donc pas la capacité à reporter leur consommation en heures creuses. L'option HTA, très adaptée aux process industriels continus, présentait également l'avantage de la simplicité. Notre avis est donc très réservé sur la disparition de cette option.</i></p> <p><i>Concernant l'option pointe mobile, les modalités de l'activation locale du signal de pointe évoquées en page 29 feront-elles l'objet d'une consultation publique ? Nous comprenons la logique d'une activation à maille locale mais alertons néanmoins la CRE sur la complexité accrue que cela générera pour les entreprises présentes sur tout le territoire : nous pensons qu'une telle option ne doit être envisagée que si elle répond à une problématique critique. A défaut, nous prêchons pour la simplicité (signal national).</i></p> <p><i>La dernière remarque concerne les modalités de définition de la saison haute (remarque applicable à tous les niveaux de tension) : contrairement aux grilles Turpe précédentes, la saison haute n'est plus fixée à 5 mois d'hiver mais à 3 mois d'hiver + 61 jours définis régionalement par les GRD. Nous comprenons le souci de mettre en œuvre une grille se rapprochant davantage des réalités régionales. Néanmoins, ce dispositif entraîne une complexité accrue notamment pour les multi-sites (en termes de prévisibilité des coûts, de gestion différenciée des asservissements, ...). C'est pourquoi nous souhaitons que le nombre de découpages distincts par zone soit limité à quelques variantes et ne donne pas lieu à des dizaines de cas particuliers. En outre, il sera important qu'il y ait une stabilité dans la durée de la définition de la saison haute, et que RTE et ERDF publient <u>suffisamment en avance</u> les grilles calendaires horosaisonnières régionales et leurs mises à jour : ainsi les consommateurs pourront préparer leurs budgets annuels et mettre en œuvre les optimisations de process éventuelles.</i></p>
Question 24:	<p>Avez-vous des remarques à formuler sur les grilles tarifaires proposées par la CRE pour le domaine de tension HTA?</p> <p><i>Plusieurs membres du CLEEE estiment que les nouvelles grilles proposées ne vont pas dans le sens de la simplification pour l'utilisateur sur le terrain et la maîtrise de son budget. Voir remarques ci-dessus.</i></p>
Question 25:	<p>Etes-vous favorable à la forme des grilles proposée en BT &gt; 36 kVA?</p> <p><i>Avis favorable du CLEEE ; nous apprécions notamment la possibilité de paliers de puissance sur les BT&gt;36 kVA en version CU.</i></p>
Question 26:	<p>Avez-vous des remarques à formuler sur les grilles proposées par la CRE pour le domaine de tension BT &gt; 36 kVA ?</p>
Question 27:	<p>Etes-vous favorable aux modalités envisagées par la CRE pour la mise en place d'un tarif à quatre plages temporelles en basse tension ≤ 36 kVA ?</p> <p><i>Avis favorable du CLEEE</i></p>
Question 28:	<p>Etes-vous favorable au maintien de la possibilité de souscrire la puissance par pas de 1 kVA pour les utilisateurs équipés d'un compteur adéquat ?</p> <p><i>Avis favorable du CLEEE</i></p>

**COMITE DE LIAISON DES ENTREPRISES AYANT EXERCE LEUR ELIGIBILITE (CLEEE)**

Question 29:	Etes-vous favorable à la suppression des plages de puissance en BT $\leq 36$ kVA ?
Question 30:	<p>Avez-vous des remarques à formuler sur les grilles proposées par la CRE pour le domaine de tension BT <math>\leq 36</math> kVA ?</p> <p><i>1) il n'est pas équitable que seuls les consommateurs qui ont des compteurs évolués aient la possibilité d'avoir un tarif amélioré. Il serait beaucoup plus juste d'attendre le déploiement de Linky pour mettre en place ce type d'incitation.</i></p> <p><i>2) De manière générale, nous constatons une hausse importante portée par le secteur BT<math>\leq 36</math> au bénéfice des tarifs destinés au BT<math>&gt;36</math> et HTA. Cette politique n'est pas recevable pour les consommateurs qui ont des consommations stables, en grande partie sur les heures creuses et quasi exclusivement en BT<math>\leq 36</math>. Pourquoi ces consommateurs sont-ils ainsi pénalisés alors que leur structure de consommation est très favorable au réseau : utilisation de ruban, faible puissance unitaire, des appels de puissance très limités et très peu d'énergie réactive ?</i></p> <p><i>L'impact des nouvelles grilles est très pénalisant pour les entreprises de réseaux multisites <math>&lt;36</math> KVA.</i></p>
Question 31:	<p>Etes-vous favorable à la tarification des dépassements de puissance telle que proposée par la CRE ?</p> <p><i>Oui il s'agit du meilleur compromis nous semble-t-il, que ce soit en HTA ou en BT (la proposition en BT nous semble simple et adaptée au profil des clients BT).</i></p>
Question 32:	<p>Etes-vous favorable à la suppression de la composante de dépassements ponctuels programmés en HTA ?</p> <p><i>Nous comprenons la volonté de la CRE de simplification et donc de suppression d'options très peu utilisées. Ceci étant, les avis des membres du CLEEE sont partagés. Certains pensent que le maintien du dispositif ne gêne personne et permet d'avoir une souplesse en cas de besoin : travaux essais, panne d'un matériel utilisant une autre énergie que l'électricité et remplacé par une source de substitution électrique.</i></p>
Question 33:	Etes-vous favorable à une composante de comptage unique pour tous les utilisateurs non propriétaires de leur compteur en BT $\leq 36$ kVA?
Question 34:	<p>Etes-vous favorable à la création d'une composante de gestion unique et spécifique aux autoproducteurs ?</p> <p><i>Oui tout à fait</i></p>
Question 35:	<p>Etes-vous favorable à la mise en place d'une composante tarifaire de gestion unique, les conditions de rémunération des fournisseurs par les GRD au titre de la gestion de la relation contractuelle avec les utilisateurs étant par ailleurs définies dans les contrats et protocoles liant les GRD et les fournisseurs ?</p> <p><i>Réponse du CLEEE : les utilisateurs en contrat unique vont subir une hausse très importante de la composante de gestion, qui a notamment pour but de rémunérer les fournisseurs pour leur rôle d'intermédiaire. La CRE prévoit que les fournisseurs vont rétrocéder cette rémunération aux consommateurs. Pour notre part nous doutons fortement de la volonté des fournisseurs d'effectuer cette rétrocession. Ainsi, Direct Energie perçoit aujourd'hui une rémunération d'ERDF, pourquoi demain rétrocéderait-il un avantage qu'il conserve aujourd'hui ?</i></p> <p><i>Comment s'assurer que la rétrocession aura bien lieu, notamment pour les contrats pluriannuels en cours ?</i></p> <p><i>Les sites en BT, qui subissent déjà une hausse entre Turpe 4 et 5, seraient particulièrement impactés par une telle mesure.</i></p> <p><i>En outre, cette augmentation de la composante de gestion entraîne mécaniquement une hausse de la CTA.</i></p> <p><i>Nous sommes donc tout à fait défavorables à cette option, sauf si les règles de rétrocession sont claires, rendant la rétrocession automatique (auquel cas on ne voit pas bien l'intérêt de ce flux financier du consommateur à ERDF au fournisseur au consommateur).</i></p> <p><i>Qui serait en charge de contrôler la réalité de cette rétrocession ? (la CRE ?)</i></p>
Question 36:	<p>Le cas échéant, êtes-vous favorable à l'encadrement par la CRE de la rémunération des fournisseurs par les GRD ?</p> <p><i>Le cas échéant cela sera nécessaire</i></p>

**COMITE DE LIAISON DES ENTREPRISES AYANT EXERCE LEUR ELIGIBILITE (CLEEE)**